



Décision individuelle N°2019-208

Pétitionnaire : HELICOPTERES DE FRANCE

Adresse : Base de Carros BP656 - 06517 CARROS

Nature de la demande : survol d'aéronef motorisé à moins de 1000 mètres du sol en cœur de Parc national

Intitulé du projet : Ouverture et approvisionnement des alpages

Localisation : cabanes pastorales situées dans le cœur du Parc national, communes de Jausiers, Uvernet-Fours, Allos et Colmars.

Le directeur de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L.331-4-1, L.331-26, R.331-19-2 et R.331-68,

Vu le décret n°2009-486 du 29 avril 2009 modifié par le décret n°2018-754 du 29 août 2018, notamment ses articles 3 et 15,

Vu le décret n°2018-754 du 29 août 2018 approuvant la Charte modifiée du Parc national du Mercantour, notamment les modalités 3 et 29 d'application de la réglementation dans le cœur,

Vu l'arrêté ministériel du 23 février 2007 arrêtant les principes fondamentaux applicables à l'ensemble des parcs nationaux, notamment les articles 3 et 4,

Vu la décision n°2016-01 du 1er janvier 2016, donnant délégation permanente de signature au directeur-adjoint de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

Considérant la demande formulée en date du 12 juin 2019 par Monsieur Francis SOLDA vice-président du CERPAM des Alpes de Haute-Provence,

Considérant que les survols ont pour objet l'acheminement de matériels et de denrées nécessaires à l'activité d'élevage en montagne et de gardiennage des troupeaux, ces héliportages concernant pour partie des cabanes pastorales situées dans le cœur du Parc national,

Considérant qu'à la période de survol envisagée, les ongulés sauvages dont les Bouquetins des Alpes et les grands rapaces rupestres, dont le Gypaète barbu et l'Aigle Royal, sont encore en période de reproduction et qu'il convient à ce titre, de les préserver des dérangements anthropiques par l'intermédiaire de prescriptions spécifiques aux plans de vols de l'hélicoptère,

DÉCIDE

Article 1 : Identité du demandeur – Nature de la demande

La société HÉLICOPTÈRES DE FRANCE, représenté par Monsieur RINGOT Benoît, pilote et chef de base, est autorisée à effectuer des survols à moins de 1000 mètres du sol dans le cœur de Parc national du Mercantour.

Ces survols ont pour objet l'héliportage de denrées et matériaux au bénéfice des personnes exerçant une activité pastorale autorisée dans le cœur de Parc national, dans le cadre de l'opération coordonnée par le CERPAM des Alpes-de-Haute-Provence.

Article 2 : Prescriptions

La présente autorisation est délivrée sous réserve du respect des prescriptions suivantes :

2.1 Éléments d'identification

nom du pilote : RINGOT Benoît
type d'appareil : hélicoptère Airbus H125 - Ecureuil AS-350-B3
n° de l'appareil : HB-ZSE

2.2. Les survols seront effectués conformément au programme et aux plans de vol annexés à la présente.

2.3. Le survol des « zones sensibles », telles que figurées aux plans de vol annexés, est interdit dans la zone cœur de Parc national en-dehors de l'itinéraire autorisé indiqué aux mêmes plans de vol.

2.4. L'appareil devra rester dans l'axe de la vallée, en privilégiant la plus basse altitude possible au regard de la sécurité du transport, sans déport sur les versants à l'exception :

- des vols de liaison entre « Valplane » et Le Laus » ;
- des vols d'approvisionnement au départ du « Col des Champs » (desserte des « Muletiers », de « Lamberet », de « Chambrimand » et de « L'Encombrette »)

Pour ces vols, les passages des crêtes et des cols ne devront pas être réalisés à moins de 300 mètres du sol.

2.5. Le vol de liaison non chargé entre la « Cabane à Sel » du Lac d'Allos et la drop-zone du « Col des Champs » devra être réalisé en-dehors de la zone cœur ou à plus de 1000 mètres du sol.

Article 3 : Durée

La présente autorisation est délivrée pour la période allant du lundi 24 juin 2019 au vendredi 28 juin 2019.

En cas d'intempéries ou d'avarie technique, le report des survols est autorisé sous réserve d'en informer formellement le ou les chefs de service territorial concernés, 24h à l'avance par courriel.

Contacts :

- service territorial Ubaye-Verdon :
antenne Ubaye 04.92.81.21.31 et antenne Verdon 04.92.83.04.18
chef de S.T - FRIBOURG Xavier (xavier.fribourg@mercantour-parcnational.fr),
adjoint « Ubaye » KLEIN Ludovic (ludovic.klein@mercantour-parcnational.fr)
adjoint « Verdon » CULOTTA Jean-Marc (jean-marc.culotta@mercantour-parcnational.fr)

Article 4 : Mesures de contrôle

La mise en œuvre de la présente décision peut faire l'objet de contrôles dans les conditions mentionnées à aux articles L.170-1 et suivants du code de l'environnement, notamment par les agents de l'Établissement public du Parc national du Mercantour ou les agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

Article 5 : Autres obligations

Cette décision n'exonère pas des autres autorisations requises par la réglementation en vigueur dans le cœur du Parc national. Elle ne se substitue pas aux obligations du bénéficiaire vis-à-vis des autres réglementations en vigueur.

Article 6 : Sanctions

Le non-respect de la présente décision ou d'une disposition prévue par le code de l'environnement ou la réglementation du Parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

Article 7 : Responsabilité

L'Établissement public du Parc national du Mercantour décline toute responsabilité concernant la sûreté et la sécurité de l'activité.

Article 8 : Publication

La présente autorisation sera notifiée au bénéficiaire et publiée pour l'information des tiers au recueil des actes administratifs de l'Établissement public du Parc national du Mercantour (<http://www.mercantour-parcnational.fr/fr/raa>).

À Nice, le 18 juin 2019

 Le Directeur-adjoint
Laurent SCHEYER

Copies :

- service territorial Ubaye-Verdon
- CERPAM 04, Monsieur GOLÉ Sylvain

La présente décision peut être contestée par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée dans le même délai devant le Tribunal administratif territorialement compétent.